



2026

Rapport mondial sur la nutrition

Intégrer les systèmes alimentaires et de
santé pour une nutrition résiliente au
changement climatique

RÉSUMÉ ANALYTIQUE



2025. Beposo, Ghana.
Une agricultrice de Côte d'Ivoire sur un site de biochar,
lors d'une visite d'apprentissage.
© Robert Pwazaga/ILO.

Résumé analytique

LA NUTRITION SOUS PRESSION FACE À UNE CONVERGENCE DES CRISES CLIMATIQUES, SANITAIRES ET FINANCIÈRES

Le Rapport mondial sur la nutrition (GNR) 2026 aborde l'un des défis majeurs de notre époque : comment assurer une alimentation saine pour toutes et tous alors que le changement climatique compromet à la fois les systèmes alimentaires et de santé. À l'échelle mondiale, 2,6 milliards de personnes n'ont pas les moyens de se nourrir de manière saine, ce problème étant concentré dans les pays à revenu intermédiaire et de la tranche inférieure.¹ Les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs mondiaux en matière de nutrition et des Objectifs de développement durable 2 (faim «zéro») et 3 (bonne santé et bien-être) restent en deçà des attentes. La sous-nutrition persiste dans de nombreux contextes et le surpoids, l'obésité ainsi que les maladies non transmissibles liées à l'alimentation sont en hausse.

Ces pressions vont en s'intensifiant. Les changements climatiques à long terme et la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes entraînent une baisse de la productivité agricole, une réduction de la valeur nutritionnelle de certaines cultures de base et une hausse des prix des aliments, endommagent les infrastructures de santé et d'assainissement et alourdissent la charge des maladies liées au climat. Ces effets perturbent également les chaînes de valeur des aliments et les services de santé, exacerbant les impacts des conflits, des crises économiques et des pandémies. Ensemble, ils risquent d'annuler les progrès réalisés jusqu'ici en termes de nutrition.

Le sommet Nutrition pour la croissance (N4G) 2025, accueilli à Paris par le gouvernement de la France, a souligné l'urgence d'une action intégrée couvrant le secteur de la santé, les systèmes alimentaires, la protection sociale, la résilience et la gouvernance de la nutrition face à l'affaiblissement considérable de l'environnement des organisations multilatérales et des financements. On prévoit qu'en raison des réductions récentes de l'aide publique au développement, notamment des coupes bilatérales majeures, 2,3 millions d'enfants atteints de malnutrition aiguë grave ne pourront pas être traités et environ 369 000 enfants de plus par an perdront la vie.² De plus, la nutrition demeure largement négligée dans le financement de la lutte contre le changement climatique. Seulement 2 % des engagements climatiques nationaux des pays et 16 % de leurs plans nationaux d'adaptation au changement climatique prévoient explicitement la mobilisation de ressources en faveur de la nutrition, et la part des fonds publics consacrés aux systèmes alimentaires dans le cadre de la lutte contre le changement climatique a diminué entre 2017 et 2022.³ Dans ce contexte, l'intégration d'une action couvrant les secteurs des aliments, de la santé et du climat tout en incluant une protection sociale dans l'ensemble de ces domaines n'est pas simplement un objectif ambitieux, mais une nécessité budgétaire et stratégique.

Face à cette situation, les objectifs du GNR 2026 sont les suivants :

- Examiner la manière dont les systèmes alimentaires et de santé renforcent la résilience face à la multiplication des chocs, sur la base d'éléments factuels au niveau des pays.
- Revoir les stratégies liées aux systèmes alimentaires qui soutiennent la santé des personnes et celle de la Planète tout en évaluant leurs synergies et les compromis à faire.
- Analyser le rôle du genre dans l'ensemble des actions en faveur des systèmes alimentaires et de santé.
- Examiner l'influence de la gouvernance et des financements sur les capacités de ces systèmes à fournir une alimentation saine.
- Évaluer les engagements pris lors des sommets N4G de Tokyo en 2021 et de Paris en 2025, avec un accent sur l'intégration de l'alimentation et de la santé, le genre et la responsabilité.

Le Groupe d'experts indépendants du GNR a dirigé une équipe multidisciplinaire de chercheurs éminents pour élaborer les conclusions et les recommandations figurant dans ce rapport. S'appuyant sur cinq documents de recherche thématiques commandités et une analyse des engagements inclus dans le Cadre de responsabilisation en matière de nutrition (NAF) du GNR, le rapport fait valoir que la convergence de ces défis offre une opportunité. En abordant de manière plus délibérée et plus explicite les synergies et les compromis qui existent lorsqu'ils interviennent à travers les systèmes alimentaires, de santé et climatiques – qui jusqu'à présent n'ont souvent fait l'objet que d'une reconnaissance implicite –, les décideurs politiques et les responsables de la mise en œuvre de programmes peuvent promouvoir une action plus efficace et plus responsable.

PRINCIPALES CONCLUSIONS

données sur l'intégration, la résilience, les compromis et les lacunes en matière de responsabilité

Quatre conclusions clés tirées des données probantes et leur analyse sous-tendent les constats et recommandations du rapport :

1 Il est nécessaire de maintenir l'accent sur une action coordonnée et intégrée pour protéger la nutrition dans des contextes de polycrises. La protection de la nutrition face à la multiplication des crises dépend d'une action coordonnée et intégrée dans l'ensemble des systèmes alimentaires et de santé, notamment la protection sociale et les services d'approvisionnement en eau et d'assainissement, qui sont déterminants pour les résultats en matière de santé. Les crises surviennent de plus en plus en tandem, ce qui crée une situation de « polycrises » dans laquelle une crise en intensifie une autre, avec des répercussions plus graves que les effets cumulés de chacune d'entre elles. Ces polycrises exigent des réponses qui vont au-delà des mesures monosectorielles. Selon un examen des expériences nationales lors de la pandémie de Covid-19, de conflits et d'urgences liées au climat, les pays disposant déjà d'infrastructures intégrées et de cadres programmatiques flexibles ont pu réagir plus rapidement et plus efficacement que ceux qui devaient établir de nouvelles approches dans un contexte sous pression. Trois tendances ont émergé : 1) le déploiement du soutien en faveur de l'alimentation et de la nutrition a été le plus rapide lorsqu'il était effectué dans le cadre de plateformes existantes, comme des programmes d'alimentation scolaire et de transfert d'espèces; 2) les services de nutrition des systèmes de santé ont pu être maintenus lorsque leur prestation a été réorientée vers des canaux communautaires et mobiles; et 3) des groupes nouvellement vulnérables ont bénéficié d'une protection sociale quand les règles d'admissibilité et les processus d'inscription faisaient l'objet d'une adaptation rapide. Il est essentiel d'investir dans des infrastructures intégrées, avant que des crises n'éclatent, pour réduire les délais de réponse et les impacts sur la nutrition.

2 Des stratégies prometteuses liées aux systèmes alimentaires peuvent soutenir la nutrition, mais il est essentiel d'en comprendre les compromis. Le rapport identifie trois stratégies liées aux systèmes alimentaires qui sont prometteuses en matière de nutrition dans le contexte du changement climatique : l'agriculture climato-compatible, les actions qui transforment les environnements alimentaires pour une alimentation saine et durable et la réduction des pertes et gaspillage alimentaires. Il existe d'importantes synergies entre ces domaines, mais il y a également des compromis qui doivent être traités de manière explicite. Par exemple, les recommandations alimentaires encourageant une transition vers une alimentation à base de plantes offrent des bénéfices connexes majeurs, notamment une réduction de la mortalité précoce et des émissions des systèmes alimentaires. Toutefois, de tels changements pourraient accroître les risques de carences en micronutriments pour certains groupes vulnérables, s'ils ne s'accompagnent pas d'une action complémentaire au niveau des systèmes de santé, notamment des conseils diététiques, la prise de compléments alimentaires et l'enrichissement des aliments.

Ils peuvent également affecter les moyens de subsistance des communautés qui dépendent de la production d'aliments d'origine animale. L'une des mises en garde au sujet des études scientifiques recommandant l'adoption d'une alimentation à base de plantes réside dans le fait qu'elles reposent sur des résultats relatifs aux maladies chroniques chez l'adulte, souvent sur des populations à revenu élevé, ce qui génère un biais compte tenu de la diversité des risques de santé, des régimes alimentaires et des espérances de vie selon le contexte. Malgré la prévalence croissante des maladies non transmissibles à l'échelle mondiale, il semble qu'une focalisation exclusive sur cette base d'éléments factuels ne tient pas nécessairement compte des priorités immédiates dans les pays à revenu intermédiaire et de la tranche inférieure, notamment la réduction des cas de retard de croissance, d'émaciation, d'anémie et d'insuffisance pondérale à la naissance – un point essentiel dans les objectifs mondiaux de l'Assemblée mondiale de la Santé en matière de nutrition. Les recherches futures devront examiner ou intégrer divers résultats en termes de santé ainsi que des éléments factuels spécifiques au contexte. Sur le plan programmatique, d'autres stratégies en faveur d'aliments d'origine animale écoresponsables et/ou d'alternatives aux aliments d'origine animale devront être envisagées, particulièrement pour pouvoir répondre aux besoins en nutriments de certains sous-groupes démographiques.

La réduction des pertes d'aliments et du gaspillage alimentaire implique un différent ensemble de compromis. Elle peut améliorer la disponibilité des aliments et réduire les émissions, mais des solutions de stockage énergivores risquent d'annuler les progrès en termes d'atténuation. Toutefois, ces compromis ne sont pas une raison pour éviter d'agir. Ils justifient la conception d'interventions tenant pleinement compte de leurs conséquences dans l'ensemble des systèmes. Concrètement, pour des transitions alimentaires, cela revient à associer des stratégies de transition alimentaire à des mesures au niveau des systèmes de santé qui protègent l'adéquation des micronutriments pour les groupes vulnérables. Pour la réduction des pertes d'aliments, il s'agit de combiner les investissements avec des technologies de stockage à faibles émissions plutôt qu'avec des alternatives énergivores.

3 L'intégration des systèmes alimentaires et de santé demeure incohérente et requiert une intentionnalité. En termes de politiques et de mise en œuvre, le rapport indique que certaines régions procèdent à l'intégration des systèmes alimentaires et des systèmes de santé, mais de manière inégale et sans conception ni intentionnalité cohérentes. Des analyses ont montré que plus de deux tiers des engagements pris lors du sommet N4G 2021 à Tokyo et la moitié de ceux pris lors du sommet N4G 2025 à Paris se focalisaient sur les difficultés qui se posent dans les systèmes alimentaires et qu'il s'agissait d'engagements liés au Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires. Parmi les engagements pris lors des deux sommets N4G, environ 750 prévoyaient des actions touchant à la fois les systèmes alimentaires et les systèmes de santé, ce qui indique un certain degré d'engagement intersectoriel. Toutefois, ces analyses ont également identifié l'existence de faiblesses évidentes. Environ un quart des engagements liés aux systèmes alimentaires n'ont pas pu faire l'objet d'un classement pertinent, ce qui souligne des problèmes de spécification et de conception. L'intégration de la dimension du genre est restée superficielle dans l'ensemble de l'architecture des engagements mondiaux. Sur 631 engagements analysés parmi ceux pris lors du sommet de Paris, 70 % n'avaient aucun rapport avec les questions de genre. Seulement 2 % ont été classés comme propres à transformer la

dynamique femmes-hommes. Même parmi les engagements liés aux systèmes agroalimentaires et au climat, deux tiers n'avaient aucune dimension du genre. Et ce, malgré des éléments probants solides montrant que l'accès des femmes aux ressources, aux services et au pouvoir décisionnel est associé à une amélioration de la sécurité alimentaire et des résultats en termes de nutrition, notamment lors de crises. Le changement climatique creuse ces inégalités en augmentant les responsabilités des femmes en matière de soins non rémunérés, en réduisant leurs revenus et en compromettant leur accès à des services de santé et de nutrition. Sans une intégration plus approfondie de la dimension du genre, les engagements risquent de renforcer les inégalités mêmes qu'ils sont censés résoudre, et les stratégies en faveur de la nutrition seront inefficaces précisément dans les domaines où les besoins sont les plus importants.

4 Les analyses ont révélé la nécessité d'une responsabilité opérationnelle dans les engagements qui seront pris à l'avenir. Une analyse des engagements pris lors des sommets N4G a montré l'existence d'un fossé croissant entre la responsabilité procédurale et opérationnelle. En termes de procédures, les progrès sont clairs : plus de la moitié des engagements que les gouvernements ont pris lors du sommet N4G à Paris ont obtenu des scores SMART (spécifiques, mesurables, atteignables, réalistes et temporels) élevés ou modérément élevés. Cependant, la responsabilité opérationnelle, à savoir la mesure dans laquelle les engagements sont intégrés dans les cadres de financement, institutionnels et de résilience, n'a pas suivi le même rythme. Peu d'engagements prévoyaient des financements garantis et seulement 8 % reposaient sur des indicateurs de suivi correspondant aux cadres spécifiques recommandés pour les systèmes alimentaires. Les aspects liés à la résilience étaient largement absents des engagements axés sur un système unique, mais ils figuraient dans près de trois quarts des engagements liant explicitement les systèmes alimentaires et les systèmes de santé. Cela indique que l'intégration doit dépasser une aspiration politique et être utilisée comme un levier pratique ou faire l'objet d'une mise en œuvre de manière efficace dans la pratique. Quand les engagements couvrent les systèmes alimentaires et de santé, il devient plus difficile de laisser en suspens les questions qu'ils doivent résoudre, y compris les financements, la résilience et l'équité.

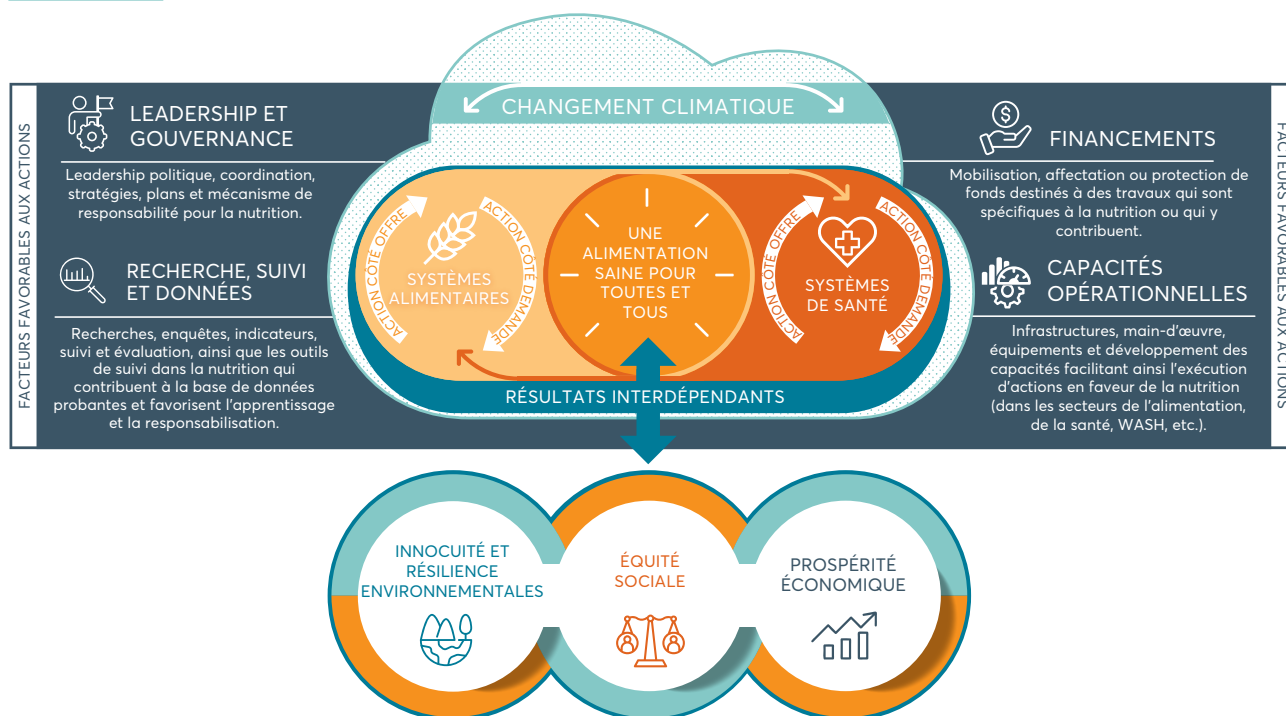
DE LA PRISE DE CONSCIENCE À L'INTENTIONNALITÉ FACE AUX COMPROMIS DANS LES SYSTÈMES ALIMENTAIRES ET DE SANTÉ

Collectivement, ces constatations soulèvent un problème récurrent. Bien que les interconnexions entre les systèmes alimentaires, les systèmes de santé et le changement climatique soient largement connues aujourd'hui, la conception, le financement et le suivi des engagements relèvent encore d'une logique monosectorielle.^{4,5} Une question plus fondamentale sous-tend ces contraintes structurelles. Quand une option politique spécifique est privilégiée par rapport à une autre, la compréhension de ce qui est acquis et de ce qui est perdu est souvent limitée. Ce qu'il faut, c'est une prise en compte plus délibérée de ces compromis, en reconnaissant que chaque choix politique implique des coûts et des bénéfices et que ces choix dépendent de mesures incitatives, de priorités institutionnelles et d'intérêts concurrents. Intégrer à la fois prise de conscience et intentionnalité dans le processus politique ferait passer la prise de décision d'un processus simplement procédural à un processus véritablement opérationnel.

En soutien à ce changement, le rapport présente un cadre analytique visant une alimentation saine grâce à une action intégrée des systèmes alimentaires et de santé dans le contexte du changement climatique (voir la [figure](#)). Ce cadre repose sur la littérature existante et suit comment les systèmes alimentaires et de santé interagissent par le biais de canaux côté offre et côté demande, en identifiant des points d'intégration essentiels. Il met en avant quatre fonctions habilitantes – à savoir 1) le leadership et la gouvernance, 2) les financements, 3) les capacités opérationnelles et 4) la recherche et le suivi – qui déterminent s'il est possible d'exécuter une action intégrée et de la maintenir. Il oriente l'action vers trois résultats reliés entre eux : innocuité et résilience environnementales, équité sociale et autonomisation des femmes, ainsi que la prospérité économique.

Le cadre n'est pas destiné à remplacer les cadres des systèmes alimentaires ou des systèmes de santé existants. Plutôt, il les relie en déterminant de manière explicite les moments où des actions dans un système dépendent de réponses dans l'autre, les conditions habilitantes qui sont requises et les moments où des compromis doivent être gérés. Bien que de nombreux cadres existants identifient des interconnexions, ce cadre va plus loin en précisant les étapes spécifiques au cours desquelles des choix délibérés entre les systèmes doivent être faits. Son objectif est de fournir aux décideurs politiques, aux preneurs d'engagements et aux chercheurs une structure pratique pour élaborer des stratégies et des engagements cohérents qui sont à la fois viables et responsables. Il est également conçu comme outil permettant aux preneurs d'engagements de se préparer aux futurs sommets N4G, en les aidant à s'assurer que leurs engagements futurs dépassent les spécifications procédurales et incluent une responsabilité opérationnelle en exigeant une attention explicite sur les financements, les capacités d'exécution et les compromis dont il faut tenir compte.

La garantie d'une alimentation saine pour toutes et tous grâce à la transformation des systèmes alimentaires et de santé dans un climat en pleine évolution



Abréviations : S&E, suivi et évaluation; WASH, eau, assainissement et hygiène.

PRIORITÉS EN TERMES D'ACTION COMPTE TENU DES CONTRAINTES RÉELLES

Plusieurs des recommandations du rapport renforcent les priorités identifiées et ratifiées par les sommets N4G de Tokyo et de Paris. La contribution du rapport aux priorités ratifiées par ces sommets permet de déterminer les raisons pour lesquelles les progrès ont été limités et ce qu'il faut pour surmonter les obstacles structurels persistants : fragmentation institutionnelle, architectures de financement à court terme et alignement faible entre les engagements mondiaux et les instruments de mise en œuvre nationaux. D'autres recommandations – concernant l'intégration d'actions en faveur de l'alimentation et de la santé comme condition pour assurer une résilience, la transition d'une responsabilité procédurale à une responsabilité opérationnelle et la prise en compte limitée des questions de genre – reflètent les priorités qui ressortent spécifiquement de l'analyse de ce rapport.

Les recommandations du rapport sont proposées sous forme d'aspects à prendre en compte sur la base des éléments factuels examinés, plutôt que comme une prescription universelle. Il se peut qu'un grand nombre de gouvernements et de partenaires s'engagent déjà sur certaines ou sur la totalité de ces trajectoires, et la pertinence et le séquençage des actions spécifiques dépendront des contextes nationaux et infranationaux, notamment des cadres politiques, des capacités institutionnelles et des conditions financières déjà en place. Lorsqu'une action est en cours, les recommandations peuvent contribuer à identifier les domaines nécessitant une intégration approfondie ou une responsabilité renforcée.



Les **gouvernements** sont encouragés à intégrer la nutrition dans leurs plateformes de soins de santé primaire et de protection sociale existantes, ainsi qu'à incorporer les objectifs en matière de nutrition dans leurs stratégies climatiques nationales pour attirer des financements climatiques et renforcer la gouvernance, afin de pouvoir surmonter les défis intersectoriels. **mática** deberían optar por métodos de financiación flexible y multianual que respalden el cumplimiento integrado de servicios alimentarios y sanitarios, y mantengan dichos servicios durante momentos de crisis. Además, deberían invertir en sistemas de financiación nacional, de tal modo que la implementación no dependa en su totalidad de asistencia externa.



Les **donateurs, les banques de développement et les bailleurs de fonds destinés à la lutte contre le changement climatique** doivent s'orienter vers des financements pluriannuels flexibles qui soutiennent l'exécution d'approches intégrées alliant alimentation et santé et maintiennent les services lors de crises, et investir dans des systèmes de financement nationaux de manière à ce que la mise en œuvre ne dépende pas exclusivement d'une aide extérieure



Les **plateformes mondiales, les organismes des Nations Unies et les organes de responsabilisation** doivent faire évoluer la responsabilité d'une conformité procédurale à une intégration opérationnelle, en évaluant si les engagements reposent sur des financements garantis, une coordination intersectorielle et des capacités d'exécution adéquates.



La **société civile, les organisations de femmes et les prestataires de première ligne** doivent bénéficier d'un soutien pour assumer des rôles officiels dans les processus de gouvernance et de planification. L'établissement de liens entre les plateformes communautaires et les systèmes alimentaires et de santé pourrait contribuer à identifier des défis spécifiques au contexte et émergents, révélant ainsi des lacunes de mise en œuvre en temps réel et promouvant davantage l'adoption des services.



Le **secteur privé** doit améliorer la disponibilité, l'accessibilité financière et l'attrait des aliments nutritifs, sur la base de divulgations transparentes concernant la nutrition et les émissions et de normes de responsabilité claires, conformément aux principes directeurs convenus lors du sommet N4G à Paris.

Le rapport reconnaît que ces recommandations doivent être suivies dans des conditions de contraintes réelles, notamment une pression budgétaire, une concurrence politique et une fragmentation institutionnelle.^{6,7,8} La mise en œuvre nécessitera une priorisation, un séquençage et des choix difficiles. Dans le cadre d'un espace budgétaire limité, notamment la réduction prévue de 9 % de l'aide publique au développement en 2025 et les coupes simultanées de la part des quatre principaux donateurs, la transformation doit se concentrer sur le renforcement des institutions nationales et sur la réaffectation des ressources existantes plutôt que sur une expansion de l'aide extérieure. Les points d'entrée les plus efficaces pour obtenir des bénéfices connexes tout en minimisant les coûts politiques intègrent la nutrition dans les plateformes de soins de santé primaire et les systèmes de protection sociale déjà en place et réorientent une part des subventions agricoles annuelles, d'un montant approximatif de 540 milliards de dollars US, vers les aliments riches en nutriments. L'intégration des engagements en faveur de la nutrition dans les cadres de dépenses à moyen terme et dans les stratégies climatiques nationales étend leur durabilité politique et réduit le risque de coupes discrétionnaires. Les possibilités en termes d'action sont élevées : chaque dollar investi dans la lutte contre la sous-nutrition devrait rapporter 23 dollars US.⁹ Bien qu'elle puisse alléger les budgets à court terme, la suppression de programmes de prévention et contribuant à la nutrition augmentera les dépenses à long terme consacrées aux soins de santé et celles destinées à compenser la perte de productivité. Le cadre présenté dans le GNR 2026 vise à faciliter la navigation parmi ces choix, en conférant une visibilité aux compromis afin que l'action soit délibérée et explicite, en identifiant les synergies intersectorielles et en s'assurant que les coûts des décisions politiques ne pèsent pas de manière disproportionnée sur les personnes qui sont déjà les plus exposées à des risques. Face à des ressources de plus en plus limitées et à l'intensification de la pression du changement climatique, cette approche délibérée est essentielle pour préserver les acquis en termes de nutrition. Parmi les leviers politiques à disposition, celui qui se démarque de par son potentiel en termes d'ancrage de cette intégration consiste à positionner la nutrition comme une fonction centrale de la couverture sanitaire universelle et des soins de santé primaire, à intégrer les actions en faveur de la nutrition tout au long de la vie dans la plateforme d'exécution qui couvre le plus grand nombre de personnes, particulièrement les femmes et les enfants vivant dans des pays à revenu intermédiaire et de la tranche inférieure, et à instaurer dans les systèmes de santé un ancrage institutionnel durable pour la nutrition qui est moins vulnérable aux coupes de financements. La garantie d'une alimentation saine pour toutes et tous nécessitera une action qui dépasse largement le secteur de la santé, afin de couvrir également les systèmes alimentaires, la protection sociale, la politique climatique et la gouvernance. Cela dit, un système de santé dont le mandat accorde une place centrale à la nutrition peut servir à la fois de fondation et d'accélérateur pour cette transformation globale.

NOTES

- 1 Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Fonds des Nations Unies pour l'enfance, Programme alimentaire mondial, Organisation mondiale de la Santé. L'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2025 : lutter contre la forte inflation des prix des produits alimentaires pour améliorer la sécurité alimentaire et la nutrition. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2025 DOI:10.4060/cd6008fr.
- 2 Andridge C, McCarter A, D'Alimonte M, Nyaku A. Tracking aid for the WHA nutrition targets: Progress toward the global nutrition goals between 2015 to 2022. Washington, DC, États-Unis : Results for Development, 2024 <https://r4d.org/resources/tracking-aid-wha-nutrition-targets-global-spending-roadmap-better-data/> (consulté le 6 avril 2026).
- 3 Initiative on Climate Action and Nutrition (I-CAN). Advancing Synergies Across Nutrition and Climate Action: I-CAN Assessment 2025. Genève, Suisse : Alliance mondiale pour l'amélioration de la nutrition (AMAN), 2025 <https://www.gainhealth.org/sites/default/files/publications/i-can-assessment-2025.pdf> (consulté le 7 mars 2026).
- 4 Béné C. Resilience of local food systems and links to food security – A review of some important concepts in the context of COVID-19 and other shocks. *Food Security* 2020 ; **12**: 805–22.
- 5 Ericksen PJ. Conceptualizing food systems for global environmental change research. *Global Environmental Change* 2008 ; **18**: 234–45.
- 6 Caleffi S, Hawkes C, Walton S. 45 actions to orient food systems towards environmental sustainability: co-benefits and trade-offs. Londres, Royaume-Uni : Centre for Food Policy, 2023 <https://www.foodsystemsdashboard.org/resources/45-actions-to-orient-food-systems-towards-environmental-sustainability-co-benefits-and-trade-offs.pdf> (consulté le 23 août 2024).
- 7 IPES-Food & ETC Group. Un mouvement visionnaire pour une alimentation durable : comment transformer nos systèmes alimentaires d'ici 2045. Bruxelles : IPES-Food, 2021.
- 8 Moallemi EA, Miller M, Szetey K, *et al.* Entry points for driving systemic change toward a more sustainable future. *One Earth* 2025 ; **8**. DOI:10.1016/j.oneear.2025.101287.
- 9 Shekar M, Shibata Okamura K, Vilar-Compte M, Dell'Aira C. Cadre d'investissement pour la nutrition 2024 : perspectives sur le plan du développement humain. Abrégé. Washington, DC, États-Unis : Banque mondiale, 2024 DOI:10.1596/42164.

La vision du *Rapport sur la nutrition mondiale* consiste en un monde exempt de toute forme de malnutrition.



globalnutritionreport.org



@GNReport



/the-global-nutrition-report



/globalnutritionreport

Le *Rapport sur la nutrition mondiale* est la première évaluation indépendante mondiale portant sur la situation nutritionnelle à l'échelle internationale. Il fournit les meilleures données disponibles, des analyses approfondies et des avis d'experts fondés sur des éléments probants afin d'inciter à l'action en faveur de la nutrition là où les besoins sont les plus urgents.

Initiative multipartite composée de gouvernements, d'organisations donatrices, de la société civile, d'organisations multilatérales, du secteur privé et du milieu universitaire, le *Rapport sur la nutrition mondiale* est dirigé par des experts dans le domaine de la nutrition. Il a été lancé en 2014 à la suite du premier sommet Nutrition pour la croissance afin de rendre compte des progrès accomplis par rapport aux cibles mondiales de nutrition et aux engagements pris pour les atteindre.

En 2021, l'équipe du *Rapport sur la nutrition mondiale* a créé le Cadre de responsabilité en matière de nutrition, la toute première plateforme indépendante et complète au monde permettant d'enregistrer les engagements SMART en matière de nutrition et de suivre les actions dans ce domaine. En fournissant [un compte rendu exhaustif](#), [le Cadre de responsabilité en matière de nutrition](#), [des profils nutritionnels nationaux et interactifs](#) ainsi que [l'Outil de suivi des engagements du Cadre de responsabilité en matière de nutrition](#), le *Rapport sur la nutrition mondiale* met en lumière le fardeau de la malnutrition et souligne les progrès accomplis et les solutions éprouvées en matière de lutte contre la malnutrition à travers le monde.